

ANNEXE II - CONDITIONS GÉNÉRALES

Table des matières

ANNEXE II - CONDITIONS GÉNÉRALES	1
Table des matières	1
Première partie: dispositions applicables aux activités pour lesquelles le pays partenaire est le pouvoir adjudicateur	2
Article 1 - Principes généraux	2
Article 2 - Date limite de signature des contrats et conventions par le pays partenaire	6
Article 3 – Exclusion et sanctions administratives	7
Article 4 - Délégation partielle	8
Article 5 - Partie régie du devis-programme	11
Article 6 – Fonds commun géré par le pays partenaire	14
Article 7 - Publication d'informations sur les marchés et contrats de subvention par le pays partenaire	15
Article 8 - Recouvrement des fonds	16
Article 9 - Créances au titre de contrats et de conventions	16
Article 10 - Dépassements de coûts et moyens de les financer	17
Deuxième partie: dispositions applicables à l'appui budgétaire	17
Article 11 - Dialogue sur les actions à mener	17
Article 12 - Vérification des conditions et décaissement	17
Article 13 - Transparence de l'appui budgétaire	18
Article 14 – Recouvrement de l'appui budgétaire	18
Troisième partie: dispositions applicables à cette action dans son ensemble, quel que soit le mode de gestion	18
Article 15 - Période d'exécution et délai de passation des marchés	18
Article 16 - Vérifications et contrôles effectués par la Commission, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et la Cour des comptes européenne	19
Article 17 - Tâches du pays partenaire dans la lutte contre les irrégularités, la fraude et la corruption	20
Article 18 - Suspension des paiements	21
Article 19 - Affectation des fonds recouvrés par la Commission à l'action	22
Article 20 - Droit d'établissement et de séjour	22
Article 21 - Dispositions fiscales et douanières et accords de change	22
Article 22 - Confidentialité	22
Article 23 - Utilisation des études	23
Article 24 - Consultation entre le pays partenaire et la Commission	23
Article 25 - Modification de la présente convention de financement	23
Article 26 - Suspension de la présente convention de financement	24
Article 27 - Résiliation de la présente convention de financement	25
Article 28 - Modalités de règlement des litiges	25

Première partie: dispositions applicables aux activités pour lesquelles le pays partenaire est le pouvoir adjudicateur

Article 1 - Principes généraux

- 1.1 La première partie vise à définir les tâches confiées au pays partenaire dans le cadre de la gestion indirecte, comme décrit à l'annexe I (Dispositions techniques et administratives), ainsi que les droits et obligations du pays partenaire et de la Commission dans l'accomplissement de ces tâches.

La première partie s'applique aux tâches liées à la seule contribution de l'UE ou en combinaison avec les fonds du pays partenaire ou d'un tiers dans le cas où ces fonds sont mis en œuvre en cofinancement conjoint, c'est-à-dire lorsqu'ils sont mis en commun.

Ces tâches comprennent la mise en œuvre par le pays partenaire en tant que pouvoir adjudicateur des procédures de passation des marchés et d'octroi des subventions, et l'attribution, la signature et l'exécution du marché ou des subventions qui en résultent.

Les entités appartenant à la structure gouvernementale ou administrative du pays partenaire et définies à l'annexe I (Dispositions techniques et administratives) chargées d'effectuer certaines tâches, ne sont pas considérées comme des sous-délégations. En tant que pouvoirs adjudicateurs, elles sont tenues de respecter les droits et obligations énoncés dans la première partie pour le pays partenaire, tandis que, dans le même temps, le pays partenaire assume l'entière responsabilité quant à l'exécution des obligations stipulées dans la présente convention de financement. Les références faites dans ladite convention au pays partenaire concernent également ces entités.

En tant que pouvoir adjudicateur, le pays partenaire agit en vertu d'une délégation partielle, à moins qu'il n'agisse en vertu de la partie régie d'un devis-programme ou dans le cadre d'un fonds commun géré par le pays partenaire:

- en vertu d'une délégation partielle, le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur de marchés et contrats de subvention, dans lesquels la Commission assure le contrôle ex ante de toutes les procédures d'octroi et exécute tous les paiements dus aux contractants et bénéficiaires de subventions;
- en vertu de la partie régie d'un devis-programme, le pays partenaire agit en tant que pouvoir adjudicateur de marchés et contrats de subvention, dans lesquels il peut, dans la limite des seuils fixés, appliquer des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions sans ou avec un contrôle ex ante limité de la Commission et exécuter les paiements dus aux contractants et bénéficiaires de subventions, ainsi que dans le cadre de travaux en régie;
- dans le cadre d'un fonds commun géré par le pays partenaire, celui-ci agit en tant que pouvoir adjudicateur de marchés et contrats de subvention, la Commission n'assurant aucun contrôle ex ante des procédures d'attribution et le pays partenaire procédant à l'ensemble des

paiements dus aux contractants et bénéficiaires de subventions.

Lorsque le pays partenaire est un État ACP et l'action est financée par le FED conformément à l'article 1.1 des conditions particulières, les tâches confiées sont celles énumérées à l'article 35, paragraphe 1, alinéa 6, points c) à k), et à l'article 35, paragraphe 2, de l'annexe IV de l'accord de partenariat ACP-CE.

Lorsque le pays partenaire est un PTOM et l'action est financée par le FED conformément à l'article 1.1 des conditions particulières, la réalisation des tâches confiées respecte également les conditions prévues à l'article 86, paragraphe 3, de la décision 2013/755/UE du Conseil du 25 novembre 2013 relative à l'association des pays et territoires d'outre-mer à l'Union européenne («décision d'association outre-mer»).

- 1.2 Le pays partenaire reste responsable de l'accomplissement des obligations prévues dans la présente convention de financement, même s'il désigne d'autres entités définies à l'annexe I (Dispositions techniques et administratives) pour effectuer certaines tâches. La Commission, en particulier, se réserve le droit de suspendre les paiements et de suspendre et/ou résilier la présente convention de financement sur la base des actes, des omissions et/ou de la situation de toute autre entité désignée.
- 1.3 Le pays partenaire met en place un système de contrôle interne efficace et efficient et en assure le fonctionnement. Le pays partenaire respecte les principes de bonne gestion financière, de transparence et de non-discrimination et évite les situations de conflit d'intérêts.

Il y a conflit d'intérêts lorsque l'exercice impartial et objectif des fonctions d'une personne responsable est compromis pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre intérêt partagé avec un soumissionnaire ou candidat, ou contractant ou bénéficiaire de subvention.

Le système de contrôle interne est un processus visant à fournir une garantie raisonnable que les opérations sont efficaces, efficientes et économiques, que la déclaration est fiable, que les actifs et les informations sont protégés, que les fraudes et les irrégularités sont empêchées, détectées et corrigées, et que les risques liés à la légalité et à la régularité des opérations financières sont gérés de manière adéquate, en tenant compte du caractère pluriannuel des activités ainsi que de la nature des paiements concernés.

En particulier, lorsque le pays partenaire effectue des paiements en vertu de la partie régie d'un devis-programme ou dans le cadre d'un fonds commun géré par lui, les fonctions d'ordonnateur et de comptable sont séparées et incompatibles entre elles et le pays partenaire est tenu d'appliquer un système de comptabilité qui fournit des informations exactes, complètes, fiables et à jour. Le pays partenaire doit également protéger raisonnablement les données permettant l'identification des personnes physiques (données à caractère personnel).

- 1.4 Hormis les cas où le pays partenaire applique ses propres procédures (y compris dans le cas d'un fonds commun, celles approuvées par les donateurs dudit fonds) et documents standard pour l'attribution des marchés et contrats de subvention, le pays partenaire mène les procédures de passation de marchés et conclut les contrats et conventions subséquents dans la langue de la

présente convention de financement.

- 1.5 Le pays bénéficiaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour assurer la visibilité du financement de l'UE pour les activités qui lui sont confiées ou pour d'autres activités dans le cadre de l'action visée. Ces mesures sont soit définies à l'annexe I (Dispositions techniques et administratives), soit convenues plus tard entre le pays partenaire et la Commission.

Ces mesures de communication et d'information doivent être conformes au Manuel de communication et de visibilité pour les actions extérieures de l'Union européenne établi et publié par la Commission, en vigueur au moment des mesures.

- 1.6 En vertu d'une délégation partielle ou de la partie régie d'un devis-programme, le pays partenaire conserve toutes les pièces justificatives de nature financière et contractuelle à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention de financement ou à partir de toute date antérieure stipulée comme date de début d'éligibilité des coûts à l'article 6 des conditions particulières et pendant cinq ans après la fin de la période d'exécution, en particulier pour ce qui est des documents suivants:

Procédures de passation des marchés:

- a. avis de pré-information avec la preuve de la publication de l'avis de marché et tout rectificatif;
- b. nomination du comité de présélection;
- c. rapport de liste restreinte (y compris les annexes) et candidatures;
- d. preuve de la publication de l'avis de liste restreinte;
- e. lettres aux candidats non retenus;
- f. invitation à soumissionner ou équivalent;
- g. dossier de soumission, y compris les annexes, clarifications, comptes rendus de réunions, preuves de publication;
- h. nomination du comité d'évaluation;
- i. rapport d'ouverture des offres, y compris les annexes;
- j. rapport d'évaluation/de négociation, y compris les annexes et les offres reçues¹;
- k. lettre de notification;
- l. pièces justificatives;
- m. lettre de couverture pour la soumission d'un contrat;
- n. lettres aux soumissionnaires non retenus;
- o. avis d'attribution/annulation, y compris la preuve de la publication;

¹ Élimination des offres non retenues cinq ans après la clôture de la procédure de passation des marchés

- p. contrats signés, modifications, avenants et correspondances pertinentes;

Appels à propositions et attribution directe de subventions:

- a. nomination du comité d'évaluation;
- b. rapport établi au terme de la séance d'ouverture et de vérification administrative, y compris les annexes et les propositions reçues²;
- c. lettres aux demandeurs retenus et non retenus à la suite de l'évaluation des notes succinctes de présentation;
- d. rapport d'évaluation des notes succinctes de présentation;
- e. rapport d'évaluation du rapport complet de la demande ou de la négociation et des annexes pertinentes;
- f. vérification de l'éligibilité et pièces justificatives;
- g. lettres aux candidats retenus et non retenus avec la liste de réserve approuvée à la suite de l'évaluation de la demande complète;
- h. lettre de couverture pour la soumission d'un contrat de subvention;
- 1. notification d'octroi/annulation avec preuve de publication;
- j. contrats signés, amendements, avenants et correspondance pertinente.

- 1.7 Le pays partenaire veille à une protection adéquate des données à caractère personnel. On entend par «données à caractère personnel» toute information concernant une personne physique identifiée ou identifiable. Toute opération impliquant le traitement de données à caractère personnel, telle que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, le stockage, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la divulgation, l'effacement ou la destruction, doit être fondée sur les règles et procédures du pays partenaire et ne peut être réalisée que dans la mesure nécessaire pour la mise en œuvre de la présente convention de financement.

En particulier, le pays partenaire prend des mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées face aux risques inhérents à ces opérations et à la nature des informations relatives à la personne physique concernée, afin:

- a) d'empêcher toute personne non autorisée d'avoir accès aux systèmes informatiques réalisant de telles opérations, et surtout d'empêcher toute lecture, copie, modification ou suppression non autorisée des supports de stockage; toute saisie non autorisée de données, ainsi que toute divulgation, toute modification ou tout effacement non autorisés de données stockées;
- b) de veiller à ce que les utilisateurs autorisés d'un système informatique réalisant de telles opérations ne puissent accéder qu'aux informations pour lesquelles ils jouissent d'un droit d'accès;

² Élimination des candidatures infructueuses trois ans après la clôture de la procédure de subvention.

- c) de concevoir sa structure organisationnelle de manière à ce qu'elle réponde aux exigences ci-dessus.

Article 2 - Date limite de signature des contrats et conventions par le pays partenaire

- 2.1 Les marchés et contrats de subvention doivent être signés au cours de la phase de mise en œuvre opérationnelle de la présente convention de financement.

Lors de la mise en œuvre d'actions cofinancées, les marchés et contrats de subvention sont conclus dans le délai de passation des marchés fixé aux conditions particulières ou fixé pour la partie régie du devis-programme.

Lorsque l'action n'est pas cofinancée, les marchés et contrats de subvention sont conclus au plus tard dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur de la présente convention de financement.

Tout marché et tout contrat de subvention supplémentaires résultant d'une modification de la présente convention de financement qui ajoute de nouvelles activités et augmente la contribution de l'UE sont signés au plus tard dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur de cette modification de ladite convention, ou pour des actions cofinancées dans le délai établi de passation des marchés.

Le délai de trois ans pour les actions non cofinancées ne peut être prolongé, sauf lorsque l'action est financée par le FED. En pareils cas, la prolongation est fixée à l'article 6 des conditions particulières.

- 2.2 Toutefois, les opérations suivantes peuvent être signées à tout moment pendant la phase de mise en œuvre opérationnelle:

- a. modifications aux marchés et contrats de subvention déjà signés;
- b. marchés individuels à conclure après résiliation anticipée des marchés existants;
- c. contrats relatifs à l'audit et à l'évaluation, qui peuvent également être signés au cours de la phase de clôture;
- d. frais de fonctionnement visés à l'article 5.1.

- 2.3 Après expiration du délai visé à l'article 2.1, le solde financier des activités connexes confiées au pays partenaire dont les contrats n'ont pas été dûment signés est dégagé par la Commission.

- 2.4 Aucun dégagement ne s'applique aux fonds prévus pour l'audit et les évaluations visés à l'article 2.2.c) ni aux frais de fonctionnement visés à l'article 2.2.d).

De même, aucun dégagement ne s'applique à aucun solde financier de la réserve pour imprévus ni aux fonds rendus disponibles en raison de la résiliation anticipée d'un contrat visé à l'article 2.2.b), lesquels solde ou fonds peuvent être utilisés pour financer des contrats visés à l'article 2.2.

Article 3 – Exclusion et sanctions administratives

3.1 Critères d'exclusion

3.1.1 Lors de l'application des procédures et documents standard établis et publiés par la Commission pour l'attribution des marchés et contrats de subvention, le pays partenaire veille en conséquence:

- à ce qu'un marché ou contrat de subvention pour une procédure déterminée de passation de marché ou d'octroi de subvention financée par l'UE ne soit pas attribué à un opérateur économique ou demandeur de subvention qui
 - a) a effectué de fausses déclarations au moment de présenter les renseignements exigés pour participer à la procédure ou n'a pas fourni ces renseignements;
 - b) a déjà participé à la préparation de documents de marché, si cela entraîne une distorsion de concurrence qui ne peut être corrigée autrement.
- à ce qu'aucun marché ou contrat de subvention financé par l'UE ne soit attribué à un opérateur économique ou demandeur de subvention qui, soi lui-même, soit une personne ayant des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à son égard,
 - a) est en état de faillite ou fait l'objet d'une procédure d'insolvabilité ou de liquidation ou se trouve dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature prévue par les législations ou réglementations nationales;
 - b) est, par un jugement définitif ou une décision administrative définitive, déclaré avoir manqué à ses obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de sécurité sociale.
 - c) est, par un jugement définitif ou une décision administrative définitive, déclaré avoir commis une faute professionnelle grave;
 - d) est, par un jugement définitif, déclaré coupable de fraude, de corruption, de participation à une organisation criminelle, de blanchiment de capitaux, d'infraction terroriste, de travail des enfants ou de traite des êtres humains;
 - e) a gravement manqué à des obligations essentielles dans l'exécution d'un marché financé par l'UE;
 - f) est, par un jugement définitif ou une décision administrative définitive, déclaré avoir commis une irrégularité affectant les intérêts financiers de l'UE.

3.1.2 En appliquant ses propres procédures (y compris, dans le cas d'un fonds commun, celles approuvées par les donateurs dudit fonds) et documents standards pour l'attribution des marchés et des contrats de subvention, le pays partenaire adopte des mesures, conformément à sa propre législation nationale, pour veiller à ce qu'aucun marché ou contrat de subvention financé par l'UE ne soit attribué à un opérateur économique ou à un demandeur de subvention qui se trouve dans l'une des situations visées à l'article 3.1.1, 1^{er} tiret, point a), à l'article 3.1.1, 2^e tiret, point d), et à l'article 3.1.1, 2^e tiret, point f).

Le pays partenaire peut tenir compte, le cas échéant et sous sa propre responsabilité, des informations contenues dans le système de détection rapide et d'exclusion de la Commission

lors de l'attribution des marchés et des subventions. L'accès à l'information peut être fourni par le(s) point(s) de liaison ou par consultation de la Commission (Commission européenne, direction générale du budget, comptable de la Commission, BRE2-13/505, B-1049 Bruxelles, Belgique, ou en envoyant un courrier électronique à BUDG-C01-EXCL-DB@ec.europa.eu en copie à l'adresse de la Commission indiquée à l'article 3 des conditions particulières). La Commission peut refuser tout paiement à un contractant ou à un bénéficiaire de subvention qui se trouve dans une situation d'exclusion.

3.2 Devoir d'information

Le pays partenaire informe la Commission lorsqu'un opérateur économique ou un demandeur de subvention se trouve dans une situation visée à l'article 3.1, ou a commis des irrégularités ou une fraude, ou a été déclaré en violation grave de ses obligations contractuelles.

3.3 Sanctions administratives

Lorsque le pays partenaire a connaissance de l'une des situations visées à l'article 3.1 dans la mise en œuvre des tâches décrites à l'annexe I, le pays partenaire, conformément aux conditions établies dans sa législation nationale, impose à l'opérateur économique ou au demandeur de subvention une exclusion de ses futures procédures de passation de marché ou d'octroi de subvention et/ou une sanction financière proportionnelle à la valeur du marché concerné. Ces sanctions financières ou exclusions sont imposées à la suite d'une procédure contradictoire garantissant le droit de la défense de la personne concernée.

En ce qui concerne le premier paragraphe, le pays partenaire est considéré avoir commis un manquement par omission, entre autres, lorsque:

- la législation nationale du pays partenaire ne permet pas d'imposer une exclusion et/ou une sanction financière;
- la protection des intérêts financiers de l'UE requiert d'imposer une sanction administrative dans des délais incompatibles avec les procédures internes du pays partenaire;
- l'imposition d'une sanction administrative nécessite une mobilisation des ressources dépassant les moyens du pays partenaire;
- la législation nationale du pays partenaire ne permet pas d'exclure un opérateur économique de toutes les procédures d'attribution financées par l'UE.

Dans ces cas de manquement, le pays partenaire notifiera son empêchement à la Commission. Celle-ci peut décider d'imposer une exclusion de futures procédures d'attribution financées par l'UE et/ou une sanction financière entre 2 % et 10 % de la valeur totale du marché concerné.

Article 4 - Délégation partielle

Procédures d'attribution

- 4.1 Les tâches sont exécutées par le pays partenaire conformément aux procédures et documents standard établis et publiés par la Commission pour les procédures de marchés et de contrats de subvention, en vigueur au moment du lancement de la procédure en question.

Contrôle ex ante

- 4.2 Pour permettre un contrôle ex ante, le pays partenaire présente les dossiers d'appels d'offres et les documents d'appels à propositions à la Commission pour approbation avant le lancement desdits appels. De même, le pays partenaire invite la Commission à l'ouverture d'offres et de propositions, et fournit à la Commission des copies des offres et propositions reçues. Le pays partenaire communique à la Commission les résultats de l'examen des offres et des propositions et soumet la proposition d'attribution, ainsi que les projets de marchés et de contrats de subvention à la Commission pour approbation.

Lors de la mise en œuvre des marchés et contrats de subvention, le pays partenaire présente également à la Commission pour approbation des projets d'addenda et d'ordres administratifs s'y rapportant.

Le pays partenaire invite la Commission à une approbation provisoire et définitive.

Rapport

- 4.3 Conformément à l'article 5 des conditions particulières, le rapport sur la mise en œuvre des tâches confiées au pays partenaire suit le modèle figurant à l'annexe III et la déclaration de gestion suit le modèle figurant à l'annexe IV. Aucun avis d'audit externe indépendant sur la déclaration de gestion, effectué conformément aux normes d'audit internationalement reconnues, ne doit être fourni dans ce cas, puisque la Commission procède à des audits de cette action. Ces audits permettront de vérifier la véracité des affirmations contenues dans la déclaration de gestion, ainsi que la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes effectuées.

Procédures de paiement

- 4.4 Le pays partenaire fournit à la Commission les demandes de paiement approuvées dans les délais suivants, à compter de la date de réception de la demande de paiement, sans compter les périodes de suspension du délai de paiement:

a) pour le préfinancement spécifié dans le marché ou contrat de subvention:

- (i) 15 jours calendrier pour une action financée au titre du budget;
- (ii) 30 jours calendrier pour une action financée au titre du FED;

b) 45 jours calendrier pour les autres paiements

La Commission agit conformément aux articles 4.9 et 4.10 dans le délai correspondant à l'échéance du paiement prévue dans les marchés et contrats de subvention, moins les délais ci-dessus.

- 4.5 Dès réception d'une demande de paiement d'un contractant ou bénéficiaire de subvention, le pays partenaire informe la Commission de sa réception et examine immédiatement si la demande est recevable, c'est-à-dire si elle contient l'identification de ce contractant ou bénéficiaire de subvention, le contrat ou l'accord concerné, le montant, la devise et la date. Si le pays partenaire conclut que la demande est irrecevable, il la rejette et en informe le bénéficiaire du contrat ou de la subvention tout en précisant ses motifs dans les 30 jours suivant la réception

de la demande. Le pays partenaire informe également la Commission de ce rejet et de ses motifs.

- 4.6 Dès réception d'une demande de paiement recevable, le pays partenaire examine si un paiement est dû, c'est-à-dire si toutes les obligations contractuelles justifiant le paiement ont été remplies, y compris l'examen du rapport, le cas échéant. Si le pays partenaire conclut que le paiement n'est pas dû, il en informe le contractant ou le bénéficiaire de subvention et en donne les motifs. L'envoi de ces informations suspend le délai de paiement. La Commission reçoit un exemplaire des informations ainsi envoyées. Elle est également informée de la réponse ou des mesures correctives prises par le contractant ou le bénéficiaire de subvention. Cette réponse ou action visant à corriger la non-conformité aux obligations contractuelles a pour effet de relancer le délai de paiement. Le pays partenaire examine cette réponse ou action visée au présent paragraphe.
- 4.7 Si la Commission n'est pas d'accord avec la conclusion du pays partenaire selon laquelle le paiement n'est pas dû, elle en informe le pays partenaire. Celui-ci réexamine sa position et, si la conclusion est que le paiement est dû, il en informe le contractant ou le bénéficiaire de subvention. La suspension du délai de paiement est levée dès l'envoi de ces informations. Le pays partenaire informe également la Commission. Il effectue en outre les démarches prévues à l'article 4.8.

En cas de désaccord persistant entre le pays partenaire et la Commission, la Commission peut payer la partie non contestée du montant facturé à condition qu'elle soit clairement séparable du montant contesté. Elle informe le pays partenaire et le contractant ou le bénéficiaire de subvention de ce paiement partiel.

- 4.8 Lorsque le pays partenaire conclut que le paiement est dû, il transfère la demande de paiement et tous les justificatifs nécessaires à la Commission pour approbation et paiement. Il fournit un aperçu du nombre de jours restant avant la date limite de paiement et toutes les périodes de suspension de ce délai.
- 4.9 Après le transfert de la demande de paiement conformément à l'article 4.8, si la Commission conclut que le paiement n'est pas dû, elle en informe le pays partenaire et, en copie, le contractant ou le bénéficiaire de subvention tout en mentionnant les motifs. Informer le contractant ou le bénéficiaire de subvention a pour effet de suspendre le délai de paiement, tel qu'il est stipulé dans le contrat conclu. Toute réponse ou action corrective du contractant ou du bénéficiaire de subvention est traitée par le pays partenaire conformément à l'article 4.6.
- 4.10 Lorsque le pays partenaire et la Commission concluent que le paiement est dû, la Commission exécute le paiement.
- 4.11 Lorsqu'un intérêt pour retard de paiement est dû au contractant ou bénéficiaire de subvention, il est réparti entre le pays partenaire et la Commission au prorata des jours de retard au-delà des délais prévus à l'article 4.4, sous réserve de ce qui suit:
- (a) le nombre de jours utilisés par le pays partenaire est calculé de la date d'enregistrement d'une demande de paiement recevable visée à l'article 4.6 à la date

de transfert de la demande à la Commission visée à l'article 4.8 et de la date de l'information par la Commission visée à l'article 4.9 au transfert suivant la demande à la Commission visée à l'article 4.8. Toute période de suspension du délai de paiement est déduite;

- (b) le nombre de jours utilisés par la Commission est calculé du jour suivant la date de transfert de la demande par le pays partenaire visée à l'article 4.8 à la date du paiement et de la date de transfert à la date d'information du pays partenaire conformément à l'article 4.9.

4.12 Toute circonstance non prévue par la procédure ci-dessus est résolue dans un esprit de coopération entre le pays partenaire et la Commission par analogie avec les dispositions susmentionnées, tout en respectant les relations contractuelles du pays partenaire avec le contractant ou bénéficiaire de subvention.

Les parties coopèrent dans les limites du possible à la demande de l'autre partie afin de fournir des informations utiles pour l'évaluation de la demande de paiement, avant même que la demande de paiement ne soit officiellement transférée à la première partie, ou retournée par elle.

4.13 Tout marché ou contrat de subvention qui n'a donné lieu à aucun paiement dans les deux ans suivant sa signature est automatiquement résilié et les fonds sont dégagés, sauf en cas d'action devant les tribunaux ou organes d'arbitrage.

Article 5 - Partie régie du devis-programme

Application

5.1 Le devis-programme est un document fixant le programme d'actions à exécuter et les moyens matériels et en ressources humaines nécessaires, le budget correspondant ainsi que les dispositions techniques et administratives de mise en œuvre pour l'exécution de ces activités opérationnelles pendant la phase de mise en œuvre opérationnelle de la présente convention de financement.

Le devis-programme mettant en œuvre la convention de financement doit respecter les procédures et documents standard relatifs aux devis-programmes prévus par la Commission, en vigueur au moment de l'adoption du devis-programme en question.

L'organisme mettant en œuvre ces activités opérationnelles dans le cadre du devis-programme peut être l'administration centrale du pays partenaire lui-même (opérations centrales) ou un organisme mandaté de droit public ou de droit privé investi d'une mission de service public (opérations publiques commandées) ou, au titre du FED uniquement, un organisme de droit privé sans mission de service public sur la base d'un contrat de service (opérations privées commandées).

Le devis-programme comprend une partie régie, voire un volet d'engagements spécifiques.

Dans le cadre du volet des engagements spécifiques, l'article 4 s'applique.

En vertu de la partie régie du devis-programme, l'organisme de mise en œuvre peut, dans la

limite des seuils fixés, appliquer des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions sans ou avec un contrôle ex ante limité de la Commission et exécuter les paiements dus aux contractants et bénéficiaires de subventions, ainsi que dans le cadre de travaux en régie.

Les travaux en régie sont liés aux activités opérationnelles que l'organisme de mise en œuvre exécute directement en utilisant le personnel qu'il emploie et/ou les ressources dont il dispose (machines, matériel, autres intrants).

Les frais de fonctionnement engagés par l'organisme de mise en œuvre peuvent être éligibles à un financement de l'UE en vertu de la partie régie du devis-programme. Dans ce cas, ils sont éligibles à ce financement pendant toute la durée de la période d'exécution de la présente convention de financement, à moins que l'ouverture anticipée de l'éligibilité des coûts ne soit stipulée à l'article 6 des conditions particulières. Les frais de fonctionnement correspondent aux coûts de l'organisme de mise en œuvre liés à la réalisation de tâches d'exécution et sont destinés au paiement des agents locaux et des services publics (eau, gaz, électricité), à la location de locaux, à l'achat des consommables, à la maintenance, aux voyages d'affaires à court terme et aux dépenses de carburant pour véhicules. Ils ne comprennent pas l'achat de véhicules ni de tout autre équipement, ni les activités opérationnelles. Ces coûts d'exploitation ordinaires peuvent être facturés et payés conformément aux propres procédures de l'organisme de mise en œuvre.

Procédures d'attribution

5.2 En vertu de la partie régie du devis-programme, l'organisme de mise en œuvre peut mener, totalement ou partiellement, les procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions en conformité avec ses propres procédures et documents standard, dans la mesure où la Commission obtient la preuve préalable que l'organisme d'exécution du pays partenaire:

- garantit le fonctionnement d'un système de contrôle interne efficace et efficient, et
- applique des règles et procédures appropriées de passation de marchés et/ou d'octroi de subventions.

En l'absence d'une telle preuve, les procédures de passation de marchés et de contrats de subventions sont menées par l'organisme d'exécution conformément aux procédures et aux documents standard établis et publiés par la Commission, en vigueur au moment du lancement de la procédure en question.

Contrôle ex ante

5.3 En vertu de la partie régie, sauf dispositions contraires des modalités techniques et administrative du devis-programme, l'organisme d'exécution présente à la Commission, pour approbation préalable, les dossiers d'appels d'offres et les propositions de décision d'attribution de marchés dont la valeur dépasse 100 000 EUR, ainsi que l'ensemble des lignes directrices concernant les demandes et les propositions de décisions d'attribution de contrats de subventions, qui font suite aux procédures et documents standard établis et publiés par la Commission.

Outre les obligations de conservation des documents énoncées à l'article 1.6 des présentes conditions générales, le pays partenaire conserve, durant la même période, toutes les pièces justificatives de nature financière et contractuelle.

Déclaration de gestion

- 5.4 Chaque année, le pays partenaire présente à la Commission, à la date prévue à l'article 6 des conditions particulières, une déclaration de gestion signée par le pays partenaire via le modèle figurant à l'annexe IV.

Aucun avis d'audit externe indépendant sur la déclaration de gestion, effectué conformément aux normes d'audit internationalement reconnues, ne doit être fourni dans ce cas, puisque la Commission procède à des audits de cette action. Ces audits permettront de vérifier la véracité des affirmations contenues dans la déclaration de gestion, ainsi que la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes effectuées.

Paielements

- 5.5 La Commission procède au transfert de la première tranche du préfinancement, à la signature du devis-programme par toutes les parties, dans un délai de 60 jours calendrier lorsque le devis-programme est financé par le FED et dans un délai de 30 jours calendrier lorsqu'il est financé par le budget de l'UE.

La Commission prend à sa charge les autres tranches du préfinancement dans les 60 jours calendrier suivant la réception et l'approbation de la demande de paiement et des rapports.

Les intérêts de retard sont dus en vertu du règlement financier applicable. Le délai de paiement peut être suspendu à tout moment au cours de la période susmentionnée par la Commission, qui informe le pays partenaire que la demande de paiement ne peut être honorée, soit parce que le montant n'est pas dû, soit parce que les documents justificatifs n'ont pas été fournis. Si la Commission reçoit une information qui met en doute l'éligibilité des dépenses figurant dans une demande de paiement, elle peut suspendre le délai de paiement aux fins de vérifications complémentaires, y compris par un contrôle sur place pour s'assurer, préalablement au paiement, du caractère éligible des dépenses. La suspension et les raisons de celle-ci sont communiquées au pays partenaire dès que possible. Le délai de paiement recommence à courir une fois que les pièces justificatives manquantes ont été fournies ou que la demande de paiement a été rectifiée.

- 5.6 La Commission procède aux paiements sur un compte bancaire ouvert auprès d'une institution financière acceptée par la Commission.
- 5.7 Le pays partenaire garantit que les fonds versés par la Commission peuvent être identifiés sur ledit compte bancaire.
- 5.8 Le cas échéant, les transferts en euros sont convertis en monnaie nationale du pays partenaire au moment du versement par le pays partenaire, selon le taux bancaire en vigueur le jour du

paiement par le pays partenaire.

- 5.9 La partie régie du devis-programme qui n'a donné lieu à aucun paiement au pays partenaire dans les deux ans suivant la conclusion du devis-programme est automatiquement résiliée, et les fonds sont dégagés. Pour les actions financées au titre du FED, une extension de ce délai peut être prévue à l'article 6 des conditions particulières.

Article 6 – Fonds commun géré par le pays partenaire

Application

- 6.1 Le pays partenaire gérant un fonds commun peut être éligible à une contribution de l'UE audit fonds commun, dans la mesure où la Commission obtient la preuve préalable que l'entité de gestion du pays partenaire:

- assure le fonctionnement d'un système de contrôle interne efficace et efficient;
- utilise un système de comptabilité qui fournit des informations exactes, complètes, fiables et à jour;
- est soumise à un audit externe indépendant, effectué conformément aux normes d'audit internationalement reconnues par un service d'audit fonctionnellement indépendant de l'entité ou de la personne concernée;
- applique des règles et procédures appropriées en matière de passation de marchés et de subventions;
- veille à la publication ex post d'informations concernant les bénéficiaires; et
- garantit une protection raisonnable des données à caractère personnel.

Procédure d'attribution

- 6.2 Dans le cadre de la contribution de l'UE à un fonds commun géré par un pays partenaire, l'entité de gestion du pays partenaire exécute les tâches en conformité avec ses propres procédures et documents standard pour l'attribution des marchés et contrats de subvention, ou avec celles convenues entre les donateurs.

Mise en œuvre

- 6.3 En cas de contribution de l'UE à un fonds commun géré par un pays partenaire, outre les droits et obligations figurant déjà dans ces conditions générales, d'autres règles indiquées en détail à l'annexe V à la convention de financement s'appliquent au pays partenaire pour la mise en œuvre de la contribution de l'UE au fonds commun.

Article 7 - Publication d'informations sur les marchés et contrats de subvention par le pays partenaire

- 7.1 Pour chaque marché et contrat de subvention pour lequel il est le pouvoir adjudicateur en vertu de la partie régie du devis-programme visé à l'article 5 et du fonds commun visé à l'article 6, le pays partenaire s'engage à publier chaque année sur une page spécifique et aisément accessible de son site web, sa nature et son objet, le nom et la localité du contractant (des contractants dans le cas d'un consortium) ou du bénéficiaire de subvention (des bénéficiaires de subventions dans le cas d'une subvention multi-bénéficiaires), ainsi que le montant du contrat.

La localité d'une personne physique est une région au niveau NUTS 2. La localité d'une personne morale est son adresse.

Si cette publication sur l'internet est impossible, les informations sont publiées par tout autre moyen approprié, dont le Journal officiel du pays partenaire.

L'article 6 des conditions particulières fixe le lieu de publication, sur l'internet ou ailleurs; référence doit être faite à ce lieu sur la page dédiée du site web de la Commission.

- 7.2 Les bourses et les aides financières directes octroyées aux personnes physiques les plus nécessiteuses sont publiées anonymement et de manière cumulée par catégorie de dépenses.

Alternativement, les noms des personnes physiques sont remplacés par l'expression «personne physique» deux ans après la publication. Le nom d'une personne morale contenant le nom d'une personne physique faisant partie de cette entité est considéré comme le nom d'une personne physique.

La publication des noms des personnes physiques est omise si cette publication est susceptible de violer les droits fondamentaux de ces personnes ou de porter préjudice à leurs intérêts commerciaux.

Le pays partenaire présente une liste de données à publier sur les personnes physiques contenant des justifications de dérogations de publication proposées à la Commission, qui marque son accord préalable avec cette liste. Le cas échéant, la Commission indique la localité de la personne physique sous forme de région de niveau NUTS 2.

- 7.3 La publication des marchés et contrats de subvention conclus (c'est-à-dire des contrats signés par le pays partenaire et le contractant ou bénéficiaire de subvention) au cours de la période de déclaration a lieu dans les six mois suivant la date de présentation du rapport, conformément à l'article 6 des conditions particulières.
- 7.4 Il peut y avoir renonciation à la publication des contrats si ladite publication risque de nuire aux intérêts commerciaux des contractants ou des bénéficiaires de subventions. Le pays partenaire présente une liste contenant ces justifications à la Commission, qui donne son accord préalable à la renonciation de la publication.
- 7.5 Lorsque la Commission effectue les paiements en faveur des contractants et des bénéficiaires de subventions conformément à l'article 4, elle veille à la publication d'informations sur les marchés et les contrats de subvention conformément à ses règles.

Article 8 - Recouvrement des fonds

- 8.1 Le pays partenaire prend toutes les mesures appropriées pour recouvrer les fonds indûment versés.

Les montants indûment versés et recouverts par le pays partenaire, les montants des garanties financières déposées sur la base de procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions, les montants des pénalités financières imposées par le pays partenaire aux candidats, aux soumissionnaires, aux demandeurs, aux contractants ou aux bénéficiaires de subventions, ainsi que des dommages-intérêts accordés au pays partenaire doivent être retournés à la Commission.

- 8.2 Sans préjudice de ladite responsabilité du pays partenaire de recouvrer les fonds indûment versés, le pays partenaire accepte que la Commission, conformément aux dispositions du règlement financier applicable et à la présente convention de financement, détermine officiellement le montant indûment payé dans le cadre des marchés et contrats de subvention financés en vertu de la première partie, et procède au recouvrement dudit montant par tous les moyens pour le compte du pays partenaire, y compris par compensation du montant dû par le contractant ou le bénéficiaire de subvention en le déduisant des montants que l'UE lui doit et par recouvrement forcé devant les juridictions compétentes.

- 8.3 À cette fin, le pays partenaire fournit à la Commission tous les documents et informations nécessaires. Le pays partenaire autorise par la présente la Commission à procéder au recouvrement, en particulier en faisant appel à la garantie donnée par le contractant ou bénéficiaire d'une subvention dont le bénéficiaire est le pouvoir adjudicateur ou en compensant les fonds à recouvrer par des sommes dues au contractant ou au bénéficiaire de subvention par le pays partenaire en tant que pouvoir adjudicateur et financées par l'UE au titre de la présente convention de financement ou d'une autre convention, ou par recouvrement forcé devant les juridictions compétentes.

- 8.4 La Commission informe le pays partenaire que les procédures de recouvrement ont été engagées (y compris, le cas échéant, devant une juridiction nationale).

- 8.5 Lorsque le pays partenaire est un bénéficiaire de subvention, sous-déléataire ou partenaire chargé de la mise en œuvre d'une entité avec laquelle la Commission a conclu une convention de délégation, la Commission est habilitée à recouvrer les fonds du pays partenaire qui sont dus à l'entité, mais que l'entité n'a pas pu recouvrer elle-même.

Article 9 - Créances au titre de contrats et de conventions

Le pays partenaire s'engage à se concerter avec la Commission avant de prendre toute décision concernant une demande d'indemnisation présentée par un contractant ou un bénéficiaire de subvention et examinée par le pays partenaire pour justification en tout ou en partie. Les implications financières ne peuvent être supportées par l'UE que si la Commission a donné son approbation préalable. Un tel accord préalable est également nécessaire pour toute utilisation des fonds engagés au titre de la présente convention de financement pour couvrir les coûts

découlant de litiges relatifs aux contrats ou conventions.

Article 10 - Dépassements de coûts et moyens de les financer

- 10.1 Les dépassements individuels des rubriques du budget des activités mises en œuvre par le pays partenaire sont couverts par la réaffectation de fonds au sein du budget global, conformément à l'article 25 des présentes conditions générales.
- 10.2 Dès qu'apparaît un risque de dépassement du montant prévu pour l'activité mise en œuvre par le pays partenaire, le pays partenaire en informe immédiatement la Commission et demande son approbation préalable pour les activités correctives prévues afin de couvrir ce dépassement, proposant soit de réduire les activités, soit de puiser dans ses ressources propres ou dans d'autres ressources ne provenant pas de l'UE.
- 10.3 Si les activités ne peuvent pas être réduites, ou si le dépassement ne peut pas être couvert soit par des ressources propres du pays partenaire, soit par d'autres ressources, la Commission peut, sur demande dûment motivée du pays partenaire, décider d'accorder un financement supplémentaire de l'UE. Si la Commission vient à prendre une telle décision, les surcoûts sont financés, sans préjudice des règles et procédures pertinentes de l'UE, par la mise à disposition d'une contribution financière supplémentaire à fixer par la Commission. La présente convention de financement est modifiée en conséquence.

Deuxième partie: dispositions applicables à l'appui budgétaire

Article 11 - Dialogue sur les actions à mener

Le pays partenaire et l'UE s'engagent à un dialogue constructif régulier au niveau approprié sur la mise en œuvre de la présente convention de financement.

Lorsque le pays partenaire est un État ACP et que cette action est financée par le FED conformément à l'article 1.1 des conditions particulières, ce dialogue peut s'inscrire dans le cadre du dialogue politique plus large prévu à l'article 8 de l'accord de partenariat ACP-CE.

Article 12 - Vérification des conditions et décaissement

- 12.1. La Commission vérifie les conditions de paiement des tranches de la composante d'appui budgétaire, comme indiqué à l'annexe I (Dispositions techniques et administratives).

Lorsque la Commission conclut que les conditions de paiement ne sont pas remplies, elle en informe le pays partenaire sans retard indu.
- 12.2. Les demandes de décaissement présentées par le pays partenaire sont éligibles à un financement de l'UE pour autant qu'elles soient conformes aux modalités figurant à l'annexe I (Dispositions techniques et administratives) et qu'elles soient soumises au cours de la phase de mise en œuvre opérationnelle.
- 12.3. Le pays partenaire applique la réglementation nationale en matière de change d'une manière non discriminatoire pour tous les décaissements de la composante d'appui budgétaire.

- 12.4 Si aucun paiement au pays partenaire n'est effectué dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente convention de financement, sa composante d'appui budgétaire cesse automatiquement et les fonds sont dégagés. Pour les actions financées par le FED, une extension de ce délai peut être prévue à l'article 6 des conditions particulières.

Article 13 - Transparence de l'appui budgétaire

Le pays partenaire accepte la publication, par la Commission, de la présente convention de financement et toute modification de celle-ci, y compris par des moyens électroniques, ainsi que des informations de base sur l'appui budgétaire que la Commission juge appropriées. Cette publication ne doit pas contenir de données en violation des lois de l'UE applicables à la protection des données à caractère personnel.

Article 14 – Recouvrement de l'appui budgétaire

Les décaissements au titre de l'appui budgétaire peuvent être recouvrés en tout ou en partie par la Commission, dans le respect du principe de proportionnalité, si la Commission constate que le paiement a été entaché d'une irrégularité grave imputable au pays partenaire, en particulier si le pays partenaire a fourni des informations non fiables ou incorrectes, ou en cas de corruption ou de fraude.

Troisième partie: dispositions applicables à cette action dans son ensemble, quel que soit le mode de gestion

Article 15 - Période d'exécution et délai de passation des marchés

- 15.1 La période d'exécution de la présente convention de financement comprend deux phases:

- une phase de mise en œuvre opérationnelle, durant laquelle les activités opérationnelles de l'action sont menées. Cette phase commence dès l'entrée en vigueur de la présente convention de financement ou à la date fixée dans les conditions particulières et se termine avec l'ouverture de la phase de clôture;
- une phase de clôture, au cours de laquelle l'audit et l'évaluation finale sont effectués et les contrats et devis-programmes relatifs à la mise en œuvre de la présente convention de financement sont techniquement et financièrement clôturés. La durée de cette phase est prévue à l'article 2.3 des conditions particulières. Elle débute dès la fin de la phase de mise en œuvre opérationnelle.

Ces périodes sont prises en considération dans les accords qui sont conclus par le pays partenaire et par la Commission dans le cadre de la mise en œuvre de la présente convention de financement, en particulier dans les conventions de délégation et les marchés et contrats de subvention.

- 15.2 Les coûts liés aux activités opérationnelles ne sont éligibles au bénéfice d'un financement de l'UE que s'ils ont été exposés au cours de la phase de mise en œuvre opérationnelle; les coûts encourus avant l'entrée en vigueur de la présente convention de financement ne sont pas

éligibles à un financement de l'UE sauf disposition contraire prévue à l'article 6 des conditions particulières. Les coûts liés aux audits et à l'évaluation finaux, aux activités de clôture et aux frais de fonctionnement visés à l'article 5.1 sont éligibles à un financement jusqu'à la fin de la phase de clôture.

- 15.3 Tout solde de la contribution de l'UE est dégagé d'office au plus tard six mois après la fin de la période d'exécution.
- 15.4 Dans des cas exceptionnels et dûment justifiés, une prorogation de la phase de mise en œuvre opérationnelle ou de la phase de clôture et, partant, de la période d'exécution peut être demandée. Sous réserve de son acceptation, la convention de financement est modifiée en conséquence.
- 15.5 L'article 2 des présentes conditions générales s'applique aux marchés et contrats de subventions attribués par la Commission en tant que pouvoir adjudicateur (gestion directe), à l'exception de l'article 2.1, dernier alinéa.

Les conventions de délégation conclues par la Commission sont soumises à une échéance contractuelle différente prévue par le règlement financier de l'UE. Si, après l'expiration de ce délai, les fonds concernés doivent être dégagés, le pays partenaire en sera dûment informé par la Commission.

Article 16 - Vérifications et contrôles effectués par la Commission, l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) et la Cour des comptes européenne

- 16.1 Le pays partenaire aide et soutient les vérifications et contrôles effectués par la Commission, l'OLAF et la Cour des comptes européenne à leur demande.

Le pays partenaire accepte que la Commission, l'OLAF et la Cour des comptes européenne effectuent des contrôles documentaires et sur le terrain de l'utilisation des financements de l'UE dans le cadre des activités menées en vertu de la présente convention de financement et réalisent un audit exhaustif si nécessaire, sur la base des pièces justificatives des comptes et des documents comptables et de tout autre document relatif au financement des activités, pendant toute la durée de la présente convention de financement et pendant cinq ans après la fin de la période d'exécution.

- 16.2 Le pays partenaire accepte également que l'OLAF puisse effectuer des contrôles et vérifications sur place selon les procédures prévues par la législation européenne en vue de la protection des intérêts financiers de l'UE contre les fraudes et autres irrégularités.

À cet effet, le pays partenaire s'engage à donner aux agents de la Commission, de l'OLAF et de la Cour des comptes européenne, ainsi qu'aux personnes mandatées par ces derniers, un droit d'accès aux sites et aux locaux où les opérations financées au titre de la présente convention de financement sont exécutées, y compris les systèmes informatiques, ainsi qu'à tous les documents et à toutes les données informatisées concernant la gestion technique et financière de ces opérations, et à prendre toute mesure propre à faciliter leur travail. L'accès des personnes mandatées par la Commission, l'OLAF et la Cour des comptes européenne

s'effectue dans des conditions de stricte confidentialité vis-à-vis des tiers, sans préjudice des obligations de droit public auxquelles elles sont soumises. Les documents doivent être accessibles et classés de façon à permettre un contrôle aisé, le pays partenaire étant tenu d'informer la Commission, l'OLAF ou la Cour des comptes européenne de l'endroit précis où ils sont conservés.

- 16.3 Les contrôles et audits décrits ci-dessus s'appliquent également aux parties contractantes et aux bénéficiaires de subventions, ainsi qu'aux sous-traitants qui ont bénéficié d'un financement de l'UE.
- 16.4 Le pays partenaire est tenu informé de l'envoi sur place d'agents désignés par la Commission, l'OLAF ou la Cour des comptes européenne.

Article 17 - Tâches du pays partenaire dans la lutte contre les irrégularités, la fraude et la corruption

- 17.1 Le pays partenaire informe sans délai la Commission de tout élément porté à sa connaissance et laissant présumer l'existence d'irrégularités, de fraudes ou de cas de corruption et de toute mesure prise ou envisagée pour lutter contre eux.
- 17.2 Le pays partenaire s'assure et vérifie régulièrement que les actions financées sur le budget sont effectivement et adéquatement exécutées. Il prend des mesures appropriées pour prévenir, détecter et corriger les irrégularités et les fraudes et, le cas échéant, engager des poursuites et recouvrer les fonds indûment versés.

On entend par «irrégularité» toute violation de la présente convention de financement dans la mise en œuvre des contrats et devis-programmes ou de la législation de l'UE résultant d'un acte ou d'une omission par une personne et qui a ou aurait pour effet de porter atteinte aux fonds de l'UE, soit par la réduction ou la perte de recettes dues à l'UE, soit par une dépense indue.

Par «fraude», on entend tout acte ou toute omission volontaire se rapportant:

- à l'utilisation ou à la présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets ayant pour effet la perception ou la rétention indue de fonds provenant du budget général de l'UE ou du FED;
 - à la non-communication d'une information en violation d'une obligation spécifique, ayant le même effet;
 - à l'utilisation de tels fonds à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont initialement été octroyés.
- 17.3 Le pays partenaire s'engage à prendre toutes les mesures appropriées pour prévenir, détecter et sanctionner les pratiques de corruption active ou passive au cours de la mise en œuvre de la convention de financement.

Par «corruption passive», on entend le fait intentionnel, pour un fonctionnaire, directement ou par interposition de tiers, de solliciter ou de recevoir des avantages, de quelque nature que ce soit, pour lui-même ou pour un tiers, ou d'en accepter la promesse, pour accomplir ou s'abstenir d'accomplir, en violation de ses obligations officielles, un acte de sa fonction ou un acte dans l'exercice de sa fonction, d'une manière qui porte atteinte ou est susceptible de porter atteinte

aux intérêts financiers de l'UE.

Par «corruption active», on entend le fait intentionnel, pour quiconque, de promettre ou de donner, directement ou par interposition de tiers, un avantage, de quelque nature que ce soit, à un fonctionnaire, pour lui-même ou pour un tiers, pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir, en violation de ses obligations officielles, un acte de sa fonction ou un acte dans l'exercice de sa fonction, d'une manière qui porte atteinte ou est susceptible de porter atteinte aux intérêts financiers de l'UE.

- 17.4 Si le pays partenaire ne prend pas les mesures appropriées pour prévenir la fraude, les irrégularités et la corruption, la Commission peut adopter des mesures de précaution, y compris la suspension de la présente convention de financement.

Article 18 - Suspension des paiements

- 18.1 Sans préjudice de la suspension ou de la résiliation de la présente convention de financement conformément aux articles 26 et 27, respectivement, la Commission est habilitée à suspendre les paiements partiellement ou totalement, si:

- a) la Commission a la preuve ou craint fortement, sur la base des informations reçues et qu'elle doit vérifier, que le pays partenaire a commis des erreurs substantielles, des irrégularités ou des fraudes dans la procédure de passation de marché et d'octroi de la subvention ou de mise en œuvre de l'action, ou si le pays partenaire ne respecte pas ses obligations en vertu de la présente convention de financement, y compris les obligations relatives à la mise en œuvre du Manuel de communication et de visibilité;
- b) la Commission a la preuve ou craint fortement, sur la base des informations reçues et qu'elle doit vérifier, que le pays partenaire a commis des erreurs systémiques ou récurrentes, des irrégularités, des fraudes ou des manquements à des obligations en vertu de la présente convention de financement ou d'autres conventions de financement, à condition que ces erreurs, irrégularités, fraudes ou violations d'obligations aient une incidence réelle sur la mise en œuvre de la présente convention de financement ou remettent en question la fiabilité du système de contrôle interne du pays partenaire ou la légalité et la régularité des dépenses sous-jacentes;
- c) la Commission soupçonne le pays partenaire d'avoir commis des erreurs, des irrégularités, des fraudes ou des violations substantielles des obligations dans la procédure de passation de marché et d'octroi de la subvention ou dans la mise en œuvre de l'action et doit vérifier si elles ont eu lieu;
- d) il est nécessaire de prévenir les dommages importants aux intérêts financiers de l'UE.

- 18.2 La Commission informe immédiatement le pays partenaire de la suspension des paiements et des raisons de cette suspension.

- 18.3 La suspension des paiements a pour effet de suspendre les délais de paiement pour toute demande de paiement en attente.

- 18.4 En vue de la reprise des paiements, le pays partenaire s'efforce de remédier à la situation qui a conduit à la suspension dès que possible et informe la Commission des progrès réalisés à cet

égard. La Commission, dès qu'elle estime que les conditions de reprise des paiements ont été remplies, en informe le pays partenaire.

Article 19 - Affectation des fonds recouvrés par la Commission à l'action

Lorsque l'action est financée au titre du FED, les montants indûment versés et recouvrés par la Commission, les montants des garanties financières déposées dans le cadre des procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions, les montants des pénalités financières imposées, ainsi que les dommages-intérêts accordés à la Commission doivent être affectés à cette action.

Article 20 - Droit d'établissement et de séjour

- 20.1 Lorsque cela se justifie par la nature du marché ou du contrat de subvention, le pays partenaire donne aux personnes physiques et morales participant à des appels d'offres de travaux, de fournitures ou de services ou à des appels à propositions et aux entités qui devraient être chargées des tâches d'exécution budgétaire définies à l'annexe I un droit provisoire d'établissement et de séjour sur le(s) territoire(s) du pays partenaire. Ce droit reste valable pendant un mois après l'attribution du contrat.
- 20.2 Le pays partenaire accorde également aux contractants et aux bénéficiaires de subventions, aux entités chargées des tâches d'exécution budgétaire définies à l'annexe I (Dispositions techniques et administratives), aux personnes physiques dont les services sont requis pour l'exécution de cette action ainsi qu'aux membres de leurs familles des droits similaires pendant la durée de la mise en œuvre de l'action.

Article 21 - Dispositions fiscales et douanières et accords de change

- 21.1 Le pays partenaire applique aux marchés et contrats de subvention financés par l'UE le régime fiscal et douanier le plus favorable appliqué aux États ou aux organisations internationales en matière de développement avec lesquels le pays partenaire a des relations.
- Lorsque le pays partenaire est un État ACP, il n'est pas tenu compte des régimes qu'il applique aux autres États ACP ou aux autres pays en développement dans le but de déterminer le traitement le plus favorable pour l'État.
- 21.2 Lorsqu'un accord-cadre, qui comprend des dispositions plus détaillées à ce sujet, est applicable, ces dispositions s'appliquent également.

Article 22 - Confidentialité

- 22.1 Le pays partenaire accepte que ses documents et données détenus par une entité avec laquelle le pays partenaire se trouve dans une relation contractuelle à leur sujet puissent être transmis à la Commission par cette entité aux seules fins de la mise en œuvre de la présente convention de financement ou d'une autre convention. La Commission respecte tous les accords de confidentialité convenus entre le pays partenaire et ladite entité.

- 22.2 Sans préjudice de l'article 16 des présentes conditions générales, le pays partenaire et la Commission sont tenus de préserver la confidentialité de tout document, information ou autre matériel directement lié à la mise en œuvre de la présente convention de financement qui est classé comme confidentiel.
- 22.3 Chaque partie doit obtenir le consentement écrit préalable de l'autre partie avant de divulguer publiquement de telles informations.
- 22.4 Les parties restent liées par le secret pendant cinq ans après la fin de la période d'exécution.

Article 23 - Utilisation des études

Tout marché lié à une étude financée en vertu de la présente convention de financement comprend le droit, pour le pays partenaire et la Commission, d'utiliser l'étude, de la publier et de la divulguer à des tiers.

Article 24 - Consultation entre le pays partenaire et la Commission

- 24.1 Le pays partenaire et la Commission se consultent avant d'engager toute procédure relative à la mise en œuvre ou à l'interprétation de la présente convention de financement conformément à l'article 29 des présentes conditions générales.
- 24.2 Lorsque la Commission a connaissance de problèmes dans le déroulement des procédures relatives à la gestion de la présente convention de financement, elle noue tous les contacts nécessaires avec le pays partenaire pour remédier à la situation et prendre toutes les mesures nécessaires.
- 24.3 La consultation peut conduire à la modification, à la suspension ou à la résiliation de la présente convention de financement.
- 24.4 La Commission informe régulièrement le pays partenaire de la mise en œuvre des activités décrites à l'annexe I qui ne relèvent pas de la première partie et de la deuxième partie des présentes conditions générales.

Article 25 - Modification de la présente convention de financement

- 25.1 Toute modification de la présente convention de financement est faite par écrit, y compris par échange de courriers.
- 25.2 Lorsque la demande de modification émane du pays partenaire, celui-ci l'adresse à la Commission au moins trois mois avant la date prévue d'entrée en vigueur de cette modification, sauf dans certains cas dûment justifiés par le pays partenaire et acceptés par la Commission. Dans le cas exceptionnel d'un ajustement des objectifs de l'action et/ou d'une augmentation de la contribution de l'UE, une telle demande doit être formulée au moins six mois avant la date prévue d'entrée en vigueur de la modification.
- 25.3 Si la modification n'affecte pas de manière significative les objectifs de l'activité mise en œuvre conformément à la première partie des présentes conditions générales, si elle porte sur des

questions de détail qui n'affectent pas les solutions techniques retenues et si elle ne comprend pas la réaffectation des fonds ou si elle concerne la réaffectation des fonds dans la limite de la réserve pour imprévus, le pays partenaire communique à la Commission la modification et sa justification par écrit dès que possible et il l'applique.

- 25.4 L'utilisation de la réserve pour imprévus pour une action est soumise à l'approbation écrite préalable de la Commission.
- 25.5 Lorsque la Commission estime que le pays partenaire n'accomplit plus de manière satisfaisante les tâches qui lui sont confiées en vertu de l'article 1.1 des présentes conditions générales, et sans préjudice des articles 26 et 27 des présentes conditions générales, elle peut décider de reprendre des tâches qui lui étaient confiées afin de poursuivre la mise en œuvre des activités au nom du pays partenaire après l'en avoir informé par écrit.

Article 26 - Suspension de la présente convention de financement

26.1 La convention de financement peut être suspendue dans les cas suivants:

- la Commission est habilitée à suspendre la mise en œuvre de la présente convention de financement si le pays partenaire enfreint une obligation qui lui incombe en vertu de la présente convention de financement;
- la Commission est habilitée à suspendre la mise en œuvre de la présente convention de financement si le pays partenaire enfreint l'une des obligations découlant des procédures et documents standard visés aux articles 1, 4, 5 et 6 des présentes conditions générales;
- la Commission est habilitée à suspendre la présente convention de financement si le pays partenaire enfreint l'une des obligations découlant du respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'État de droit et dans les cas graves de corruption;
- la présente convention de financement peut être suspendue en cas de force majeure, telle que définie ci-dessous. On entend par «force majeure» toute situation ou tout événement imprévisible et exceptionnel, indépendant de la volonté des parties et non imputable à une faute ou à une négligence de l'une d'elles (ou d'un de ses contractants, mandataires ou employés), qui empêche l'une des parties d'exécuter une ou plusieurs de ses obligations et qui n'a pu être surmonté en dépit de toute la diligence déployée. Les défauts ou retards de mise à disposition d'équipement ou de matériel, conflits du travail, grèves ou difficultés financières ne peuvent être invoqués comme cas de force majeure. Aucune partie ne saurait être considérée comme manquant à ses obligations lorsqu'elle ne peut les remplir pour cause de force majeure et que l'autre partie en est dûment informée. La partie confrontée à un cas de force majeure informe l'autre partie sans délai, en indiquant la nature, la durée probable et les effets prévisibles du problème, et elle prend toutes les mesures possibles afin de réduire au minimum les éventuels dommages;
- aucune partie ne saurait être considérée comme manquant à ses obligations en vertu de la présente convention de financement si le manquement est dû à un cas de force majeure, pour autant que la partie en question prenne toutes les mesures possibles pour réduire au

- minimum les éventuels dommages.
- 26.2 La Commission est habilitée à suspendre la présente convention de financement sans préavis.
- 26.3 La Commission est habilitée à prendre toute mesure conservatoire appropriée avant que la suspension n'ait lieu.
- 26.4 Lors de la notification de la suspension, les conséquences pour les marchés, contrats de subvention, conventions de délégation et devis-programmes en cours doivent être indiquées.
- 26.5 La présente convention de financement est suspendue sans préjudice de la suspension des paiements ni de la résiliation de ladite convention par la Commission conformément aux articles 18 et 27 des conditions générales.
- 26.6 Les parties reprennent la mise en œuvre de la convention de financement dès que les conditions le permettent, après approbation écrite préalable de la Commission, et ce sans préjudice de toute modification de la présente convention de financement qui pourrait être nécessaire afin d'adapter l'action aux nouvelles conditions de mise en œuvre, y compris, le cas échéant, une prorogation de la période de mise en œuvre, ou la résiliation de la convention conformément à l'article 27.

Article 27 - Résiliation de la présente convention de financement

- 27.1. Si la situation qui a conduit à la suspension de la présente convention de financement n'a pas été réglée dans un délai maximal de 180 jours, chaque partie est habilitée à résilier la présente convention de financement moyennant un préavis de 30 jours.
- 27.2. La présente convention de financement est automatiquement résiliée si aucun contrat d'exécution n'a été signé dans les délais prévus à l'article 2.
- 27.3 Lors de la notification de la résiliation, les conséquences pour les marchés, contrats de subvention et devis-programmes doivent être indiquées.

Article 28 - Modalités de règlement des litiges

- 28.1 Tout litige relatif à la présente convention de financement qui ne peut être réglé dans un délai de six mois par les consultations entre les parties prévues à l'article 24 des présentes conditions générales est réglé par voie d'arbitrage à la demande de l'une des parties.

Lorsque le pays partenaire est un État ACP ou une organisation ou organisme régional ACP et que l'action est financée par le FED, le litige est soumis, avant l'arbitrage et après les consultations prévues à l'article 24 des présentes conditions générales, au Conseil des ministres ACP-CE ou, entre ses réunions, au Comité des ambassadeurs ACP-CE, conformément à l'article 98 de l'accord de partenariat ACP-CE. Si le Conseil ou le Comité ne parvient pas à régler le litige, chaque partie peut demander le règlement du litige par voie d'arbitrage conformément aux articles 28.2, 28.3 et 28.4.

- 28.2 Chaque partie désigne un arbitre dans les 30 jours de la demande d'arbitrage. À défaut, chaque partie peut demander au secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage (La

Haye) de désigner un deuxième arbitre. Les deux arbitres nomment à leur tour un troisième arbitre dans un délai de trente jours. À défaut, chaque partie peut demander au Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage de désigner le troisième arbitre.

- 28.3 À moins que les arbitres n'en décident autrement, la procédure prévue par le règlement facultatif d'arbitrage de la Cour permanente d'arbitrage pour les organisations internationales et les États s'applique. Les décisions des arbitres sont prises à la majorité dans un délai de trois mois.
- 28.4 Chaque partie est tenue de prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la décision des arbitres.